INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 24 février 2022**

* Les marchés actions européens ont lourdement chuté comme l'ensemble des places mondiales, après l'attaque de grande ampleur de l'Ukraine par la Russie. Le CAC 40 a cédé 3,83% à 6 521,05 points tandis que l'Euro Stoxx 50 a perdu 3,51%. A Wall Street, le repli est un peu plus limité car ils avaient plus nettement reculé hier soir. Vers 17h30, le Dow Jones cède 1,6% tandis que le Nasdaq grappille 0,2% après avoir perdu 2,6% hier.
* Les fins février ne réussissent pas aux marchés. Deux ans après l'explosion de la crise sanitaire, les investisseurs affrontent un nouveau cygne noir : la perspective réelle d'une guerre en Europe et ses conséquences, à court et moyen terme pour l'économie mondiale. Les Bourses sont par nature allergique à l'incertitude. Or, elle n'a rarement été aussi élevée et devrait le rester tant que les intentions du président russe ne seront pas connues.
* Du côté occidental, la riposte ne sera qu'économique. Elle devra être d'autant plus forte, quitte à déstabiliser durablement les équilibres de l'économie mondiale. L'Europe, et notamment l'Allemagne et l'Italie, est très dépendante de l'énergie du maître du Kremlin.
* Concrètement, les sanctions commerciales contre la Russie vont doper les prix de l'énergie, tirer l'inflation, rognant un peu plus le pouvoir d'achat des ménages et, in fine la croissance. Ce soir, le cours du baril de Brent bondit de 6,5% à 103,9 dollars, soit au-dessus du seuil des 100 dollars pour la première fois depuis 2014. Le cours du gaz flambe, lui, de 5,7% à Londres.
* Dans cet environnement, les banques centrales devront arbitrer le dilemme inflation/chômage, ou pire, gérer la stagflation (récession et surinflation).
* A court terme, les actifs à risque sont désertés au profit des valeurs refuges. Le rendement du 10 ans américain perd 5,7 points de base, l'or gagne 0,9% tandis que le yen s'apprécie 0,4% face au dollar, et le dollar, de 1,5% face à l'euro
* La Bourse et la devise russe ont chuté à la suite de l'annonce de l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe. 96,70 roubles étaient nécessaires en fin d'après-midi pour obtenir un euro, soit une baisse de plus de 5%. La devise russe est même tombée au cours de journée à 101,3 roubles pour un euro. Outre l'augmentation de la prime de risque liée à la dégradation de la situation géopolitique, la devise russe est affaiblie par les prochaines lourdes sanctions que vont prendre les occidentaux.
* Le cours de l’aluminium a enregistré aujourd'hui un nouveau record à 3 349 dollars la tonne. Le précédent datait de juillet 2008. Il est soutenu par la crainte de fortes perturbations dans l'approvisionnement en raison de l'attaque militaire russe contre l’Ukraine. La Russie est le troisième producteur mondial d'aluminium. Ce métal est largement utilisé l’aéronautique et surtout l’automobile.
* En France, la confiance des ménages a baissé d'un point en février 2022. À 98, l'indicateur qui la synthétise est au-dessous de sa moyenne de longue période (100). « La part des ménages qui considèrent que les prix ont augmenté au cours des douze derniers mois est en très forte hausse », a souligné l’Insee.
* Annoncée à 6,9% en première estimation, la croissance américaine a été révisée à 7% au quatrième trimestre, comme prévu. La croissance s'était élevée à 2,3% au troisième trimestre.

**SOCIETES**

* A la Bourse de Paris, les valeurs dites " value " ont fortement souffert. Société Générale a chuté de 12,15% en raison de son exposition à la Russie, tout comme Renault (-9,09%).
* Pragmatiques, les investisseurs se sont réfugiés sur les valeurs de la " guerre ", soit Thales (+4,87%) et Dassault Aviation (+3,8%).
* C’est la Bérézina sur les marchés actions ce jeudi, suite à l’invasion de l’Ukraine par la Russie. Si la plus grande partie des actions évoluent dans le rouge, certaines accusent des replis bien plus significatifs que la moyenne du marché. C’est le cas de Renault (-7,84% à 29,61 euros) et de Société Générale (-10,70% à 27,75 euros), qui figurent dans les tréfonds du CAC 40. Ces groupes pâtissent de leur exposition à la Russie, alors que de nouvelles sanctions financières devraient sans doute être prises à l’encontre du pays.

Renault est exposé à la Russie via le constructeur automobile Avtovaz (marque Lada), qu'il contrôle depuis 2017. Aujourd'hui, encore 20% des pièces en valeur équipant les Lada sont importées. L'an dernier, la Russie a représenté le deuxième marché du groupe Renault, avec près de 482 000 véhicules écoulés.

De son côté, Société Générale est présente en Russie via sa filiale Rosbank. Cette dernière est basée à Moscou et compte 550 succursales pour plus de 5 millions de clients particuliers.

Au total, plus de 500 entreprises françaises opèrent en Russie, selon le ministère français de l'Economie.

* Dans un contexte de crise sanitaire persistante, Getlink a creusé ses pertes en 2021. Ainsi, le concessionnaire du tunnel sous la Manche a essuyé une perte nette consolidée de 229 millions, contre une perte nette de 113 millions d’euros en 2020. Pour sa part, l’Ebitda ressort à 297 millions d’euros, contre 328 millions d’euros en 2020. Quant au chiffre d’affaires, il s’inscrit à 774 millions d’euros, contre 816 millions d’euros en 2020.

A l'heure actuelle, le groupe n'est pas en mesure de communiquer d'objectifs chiffrés pour 2022.

Il indique cependant que " la levée progressive des restrictions de voyages et la gestion efficace du rétablissement des formalités douanières dans le sens UE –Royaume-Uni ont permis de constater une reprise importante des trafics durant les premières semaines de l'année 2022 par rapport à la même période en 2021, avec un retour notable de la clientèle passagers en ligne avec les tendances attendues par le marché aérien court courrier européen ".

* L’offensive d’ampleur lancée par la Russie sur l’Ukraine secoue fortement les marchés actions. Rares sont les valeurs à évoluer dans le vert sur la place de Paris, et Safran (-5,95% à 105,66 euros) ne fait pas exception. A l’occasion de la publication de ses résultats annuels, Safran a fait le point sur ses perspectives 2022. A périmètre constant et en données ajustées, l'équipementier pour l'aérospatiale et la défense vise un chiffre d’affaires compris entre 18 et 18,2 milliards d’euros, une marge opérationnelle courante d’environ 13%, une génération de cash-flow libre d’environ 2 milliards.

" 2021 a été une année importante pour Safran, marquée par des progrès opérationnels significatifs et une meilleure performance financière. Dans un contexte de redressement du marché après un point bas atteint au 1er trimestre 2021, nous avons enregistré de solides performances en termes de marge et de trésorerie, dépassant nos prévisions ", a commenté Olivier Andriès, le Directeur Général de Safran.

* Très rares sont les valeurs, hormis celles liées au pétrole et la défense, à résister à la chute du marché parisien. Ipsos (+1,70% à 38,90 euros) en fait partie au lendemain de l'annonce d'une forte hausse de son dividende et de sa rentabilité l'année dernière. Le spécialiste des études par enquête affiche une marge opérationnelle record de 12,9% contre 10,3% en 2020 et 9,9% en 2019.

Elle est également largement supérieure à l'objectif de 11% que la société avait fixé pour 2021 lors de son programme T.U.P. (Total Understanding Project), lancé en 2018. Le résultat net, part du groupe, s'établit à 183,9 millions d'euros contre 109,5 millions en 2020 et un consensus de 162 millions d'euros. Le chiffre d'affaires a augmenté de 16,8% à 2,15 milliards d'euros. La croissance interne s'est élevée à 17,9%.

* Sur des marchés actions fortement secoués par l’invasion de l’Ukraine par la Russie, Accor abandonne 5,96% à 30,15 euros par action. Pourtant, le groupe hôtelier aurait mérité mieux. Ses comptes sont revenus dans le vert en 2021 et ont même dépassé légèrement les attentes du consensus. L’an dernier, Accor a dégagé un bénéfice net (part du groupe) de 85 millions d’euros, alors qu’il avait essuyé une perte avoisinant les 2 milliards d’euros en 2020.

De son côté, l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) s'établit à 22 millions d'euros, alors qu'il était négatif à -391 millions d'euros en 2020.

Quant au chiffre d'affaires, il s'inscrit à 2,2 milliards d'euros, en hausse de 34% à périmètre et change constants par rapport à 2020.

S'agissant du RevPAR (le revenu par chambre disponible, un indicateur clé du secteur hôtelier), il affiche une baisse globale de 46% sur l'exercice 2021 par rapport à l'exercice 2019 (pré-crise). Cette baisse reflète un environnement impacté par les mesures sanitaires liées aux résurgences de l'épidémie de Covid-19, malgré une nette amélioration de l'activité globale depuis le mois d'avril 2021.

" Après un début d'année encore perturbé par les contraintes sanitaires, 2021 a été marquée dès le printemps par une amélioration sensible de notre activité et une dynamique toujours plus forte mois après mois jusqu'en décembre ", a commenté Sébastien Bazin, le PDG d'Accor.

" Alors que l'envie d'évasion et le désir de voyager n'ont jamais été aussi forts, nous sommes donc en ordre de marche pour capturer le rebond sur tous nos marché ", a ajouté Sébastien Bazin.

**ANALYSES**

* Depuis le début du XXIe siècle l'Histoire s'accélérait. Les attentats du 11 septembre 2001 avaient constitué un premier révélateur de la vulnérabilité des Etats-Unis. La crise financière et économique qui commença en 2007 confirma la fragilité de l'Occident capitaliste.

Encouragés par ces signaux négatifs, les régimes autoritaires eux, prenaient leur élan. De manière symbolique, pour la Chine avec les Jeux Olympiques d'été de Pékin en 2008. De manière bien réelle, la même année, pour la Russie avec son premier « bluff » réussi en Géorgie. Empêtré dans ses contradictions et ses divisions internes, distrait par ses aventures externes, le monde occidental assistait, presque comme absent, au spectacle de son déclin.

Cette nuit, l'Histoire ne s'est pas accélérée, elle a basculé : comme elle l'avait déjà fait par deux fois au XXe siècle, en 1914 et 1939. Tel Hitler avant lui, Poutine nous avait dit ce qu'il allait faire. Il fallait être bien naïf ou bien complaisant pour ne pas l'entendre et le comprendre. L'invasion massive de l'Ukraine avec des attaques simultanées sur trois fronts était prévisible. La stratégie de Poutine est celle du fait accompli. Ne pas permettre à une résistance ukrainienne de s'organiser, placer les Occidentaux devant leurs limites. Qui voulez-vous aider encore ? Tout comme Louis XIV disait « L'Etat c'est moi », Poutine nous proclame : « L'Ukraine c'est moi ».

La reconnaissance des « Républiques indépendantes du Donetsk et de Louhansk » n'était qu'une étape vers la mise sous tutelle de l'Ukraine tout entière.

« La sécurité absolue d'un acteur implique l'insécurité absolue de tous les autres », écrivait Henry Kissinger, parlant de l'URSS. Sa formule résume parfaitement, aujourd'hui, le comportement de la Russie de Poutine. L'obsession affichée de la sécurité et des intérêts du peuple russe du nouveau tsar cache mal une absolue volonté de revanche, appuyée par une détermination sans faille.

Hitler voulait effacer l'humiliation de Versailles. Poutine veut effacer l'humiliation qui fût celle de la Russie au lendemain de la guerre froide. En deux ans seulement, entre 1989 et 1991, de la chute du Mur de Berlin à la dissolution de l'Union soviétique, la Russie a connu l'équivalent de ce que la France avait éprouvé entre la Révolution française et la perte de son empire colonial. Et ce, sur un laps de temps de presque deux siècles.

L'obsession de revanche d'Hitler était obscurcie par sa fixation antisémite. L'incapacité d'Hitler de choisir entre ses deux objectifs de guerre - la conquête de l'Europe ou l'élimination des Juifs - accéléra sa chute. Rien de tel chez Poutine : son obsession nationaliste ne connaît pas de distraction fatale. Pour lui, ambition offensive et ambition défensive vont de pair. Il sait qu'en reconstituant son empire, il consolide son pouvoir.

Son obsession de l'Ukraine - « un pays artificiel, un Etat fantoche », pour reprendre les termes qu'il utilise - est partagée par une majorité de Russes. En évoquant imprudemment et contre toute logique stratégique l'entrée de l'Ukraine dans l'Otan, nous avons fourni à Poutine un argument rêvé et un prétexte parfait. En choisissant l'Ukraine comme (première ?) cible, il jouait sur du velours.

Si Poutine est passé à l'acte, ce n'est pas tant parce qu'il se sentait conforté par son alliance privilégiée avec la Chine Xi Jinnping. C'est avant tout parce qu'il est convaincu que le monde occidental est fondamentalement « munichois ». Plagiant Raymond Aron pour qui « les capacités créaient les intentions », on pourrait dire aujourd'hui que les incapacités des uns (les Occidentaux) créent ou accélèrent les intentions des autres (les Russes et les Chinois).

De fait, ce n'est pas, ce n'a jamais été, une Ukraine finlandisée que veut Poutine : c'est une Ukraine asservie. Le maître du Kremlin est-il un homme du XIXe siècle égaré au XXIe siècle ? Ou bien - et c'est une hypothèse bien plus tragique -, en étant la réincarnation du passé, ne serait-il pas la préfiguration de notre futur ? Un monde hobbesien dominé par les seuls rapports de force ? Quoi qu'il en soit, Poutine considère que le temps joue en sa faveur. Il sait que l'enjeu ukrainien est plus important pour la Russie que pour la majorité des pays européens, à l'exception de la Pologne et des Républiques baltes.

Ce ne sont pas les menaces de sanctions économiques qui pouvaient arrêter Poutine. Bien au contraire. Il ne se soucie, ni du bonheur, ni du bien-être de son peuple. Et il est persuadé que les Européens se lasseront de payer toujours plus cher pour leur chauffage et leur pain, au moment même où il leur faudra accueillir des réfugiés ukrainiens en nombre toujours plus grands.

Quant aux Etats-Unis, la crise ukrainienne n'était-elle pas pour eux, au départ au moins, une distraction ? Leur priorité était en Asie. Il y a du bon à ne plus être considéré comme une menace principale, même si ce n'est plus le cas désormais. Dans la bulle dans laquelle il s'était progressivement enfermé, Poutine ne pensait plus qu'à la grandeur et la puissance de la Russie impériale. Son rêve est devenu notre cauchemar.

Face à une Russie révisionniste et revancharde, le monde occidental n'a ni Chamberlain, ni Churchill (n'en déplaise à Boris Johnson) au pouvoir. Et ce, au moment où pour la première fois depuis 1945, la guerre - la vraie - revient en l'Europe, comme si la folie des hommes ne pouvait être contenue plus de soixante-seize ans ?

Que faire ? Au-delà des sanctions économiques les plus sévères, il faut renforcer massivement notre aide militaire à la Pologne et aux Républiques baltes. Pour l'Ukraine, c'est sans doute trop tard.

Il faut aussi laisser entendre aux Russes que « s'ils avaient aimé l'Afghanistan, ils adoreront l'Ukraine ». Le pays est vaste, plus grand que la France. Le conquérir est simple, le contrôler le sera infiniment moins.

De 1947 à 1989, le monde occidental avait contenu l'URSS avec succès. Victime de ses contradictions l'Union soviétique s'était effondrée sur elle-même. En 2022, l'invasion massive de l'Ukraine par la Russie est le premier échec majeur de la dissuasion. L'Occident ne fait plus peur. Et, ce qui est plus grave encore, l'arme nucléaire non plus.

**L’AGENDA DU 25 février 2022**

**8h00 en Allemagne**

PIB au quatrième trimestre

**11h00 en zone euro**

Climat des affaires et sentiment économique en février

**14h30 aux Etats-Unis**

Revenu et consommation des ménages en janvier

Indice des prix PCE en janvier

Commandes de biens durables en janvier

**16h00 aux Etats-Unis**

Promesses ventes immobilières en janvier

Dernière estimation de l'indice de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan en février